



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction Départementale
de la Protection des
Populations**

Rapport à soumettre à l'avis du CODERST

Prévention des risques environnementaux

Transmis le **30 MARS 2026**

Suivi technique : **Emmanuelle KERGUIDUFF**

Suivi administratif : *Laurence NOGÉN*

I. Présentation de la demande

Identification du pétitionnaire

N° IC :

Code AIOT : 0052200454

Pacage : 220022074754

Siret :

Régime : Autorisation IED

Nom ou raison sociale : EARL Ferme Avicole de kereven

Adresse Siège et Site : Kereven

22160 Duault

Date de dépôt du dossier : 05/12/2025 + compléments par mail en date du 24/03/2026

Objet de la demande :

extension de l'élevage avicole à 72000 volailles de chair au sol (poulets) et la mise à jour du plan de gestion des déjections.

Effectifs de l'élevage concernés par l'installation classée

Site concerné	Type animal	Autorisé (AP de base du 03/07/2003)	Evolution / AP de base	Final emplacements
kereven	Poulet léger	64800	+7200	72000
Total				72000

Nomenclature installations classées

3660.a - Type : +40 000 emplacements de volailles (A)

Situation de l'installation

Exploitation	ZAR (ex-ZES)	BVAV*	BVC	3B1	PPC
Pétitionnaire	non	non	non	non	non
EARL Elevage de Follezou 022075445	non	non	non	non	non

Situation administrative

03/07/2003	Autorisation avec Enquête	Elevage avicole de 64800 poulets de chair soit 64 800 animaux équivalents
03/05/2022	Mise en demeure DDPP	non déclaration de changement d'exploitant non notification de la modification du plan d'épandage non dépôt d'un dossier de réexamen
16/02/2023	Changement exploitant et/ ou statut ou gérant DDPP	la SCEA LE TROADEC Michel devient EARL FERME AVICOLE DE KEREVEN

Contexte de l'élevage

*distance réglementaire

Site	tiers	Forage	Cours d'eau
kereven	>100m	<35m forage non utilisé- demande de maintien de dérogation (antériorité)	>35m

* Défense externe contre l'incendie :

	Site	Type	capacité
élevage	kereven	Réserve souple 120m ³	

*alimentation en eau

Site	Type	remarque
kereven	Eau du réseau	4000m3/an après projet

Présentation de la demande

L'EARL Ferme Avicole de Kereven souhaite régulariser sa situation administrative suite à un arrêté de mise en demeure en date du 03/05/2022 ainsi seront modifiés les effectifs , le type de volaille de chair autorisé et la gestion des effluents produits sur son élevage . Les modifications sont les suivantes :

	Avant-projet	Après-projet	remarques
Type de production	Poulets légers	Poulets légers (1) poulets standards (2) poulets lourds (3)	Passage en volaille de chair
Emplacements	64800	(1) 72000 (2) 57600 (3) 52800	
Production (max) uN uP2O5	11340 6911	(poulets lourd) 11429 7619	+89uN +708 uP2O5
TEP	0	0	
Prêteur SAU uN uP2O5	3 - - -	1 93,5 11429 7619	
Pression chez prêteur			

uN/ha SAU uP2O5/ha SRD	- -	122 88,4	Respect des plafonds
Moyens de lutte contre les incendies		Réserve incendie 120m ³	Facture fournie

II. Conclusion du service rapporteur et proposition

Considérant que :

- l'élevage avicole est déclaré aux titres des ICPE pour 64800 emplacements volailles de chair ;
- La demande consiste en l'extension de l'élevage avicole à 72000 volailles de chair au sol (poulets) et la mise à jour du plan de gestion des déjections
- le pétitionnaire a fourni les éléments en compléments le 24/03/2026 ;
- le projet est compatible avec les schémas et programmes ;
- les capacités de stockage sont réglementaires ;
- le pétitionnaire a investi dans une réserve incendie ;
- le réexamen a été validé en date du 25/09/2023 ;
- l'ensemble des éléments permet la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 03/05/2022 ;

J'émet un avis favorable à la demande du pétitionnaire sous réserve du respect des prescriptions incluses dans le projet d'arrêté suivant:

Article 1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral en date du 03/07/2003 sont modifiées comme suit :

L'EARL Ferme Avicole de Kereven , ci-après dénommé l'exploitant, domicilié au lieu-dit «Kereven» sur la commune de Duault est autorisé(e) sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 35 mètres d'un forage, un élevage de volailles (Poulets légers, poulets standards, poulets lourds) dont la capacité maximale est de 72000 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 11429 UN/an et la quantité de phosphore à 7619 UP2O5/an.

Article 2 – Nature des installations

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral en date du 03/07/2003 sont modifiées comme suit :

2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Elevage intensif	Elevage de volaille	Nombre total d'emplacements	> 40000	1 place = 1 emplacement	72000	Emplacements

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ;

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
DUAULT	Avicole	B	534 549

2.3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes , objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 – Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles :

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral en date du 03/07/2003 sont modifiés comme suit :

3.1. - Conduite d'élevage

Les modalités d'élevage suivantes sont appliquées :

Bâtiment	Surface (m²)	Mode d'élevage	Nature des effluents produits
P1	1200	Sol claustration	Litière
P2	1200	Sol claustration	Litière

3.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées ou épandues. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

3.5. - L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

Article 4 – Respect des meilleures techniques disponibles

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral en date du 03/07/2003 sont modifiées comme suit :

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

Article 5– Prescriptions particulières relatives à la sécurité

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral en date du 03/07/2003 sont modifiées comme suit :

5-1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.


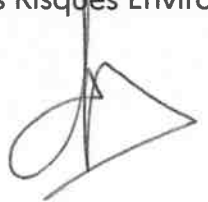
5-2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

5-3.- Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

5-4. -L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

L'inspectrice de l'Environnement	Vérificateur - Approbateur
<p>Le 24/03/2026</p>  <p>Emmanuelle KERGUIDUFF</p>	<p>L'inspectrice de l'environnement L'adjointe à la Cheffe du service Prévention des Risques Environnementaux</p>  <p>Fabienne HERBINOT</p>